



Adaptation des règles de procédure pénale à l'état d'urgence sanitaire

Ordonnance n° 2020-303 du 25 mars 2020 portant adaptation de règles de procédure pénale sur le fondement de la loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19
Ordonnance n° 2020-306 du 25 mars 2020 relative à la prorogation des délais échus pendant la période d'urgence sanitaire et à l'adaptation des procédures pendant cette même période

Enquête

Article 3

- Les **mesures** administratives ou **juridictionnelles** suivantes et dont le terme vient à échéance au cours de la période définie au I de l'article 1 (soit le 25 juillet, minuit), **sont prorogées de plein droit jusqu'à l'expiration d'un délai de deux mois suivant la fin de cette période** :

- 1° Mesures conservatoires, d'enquête, d'instruction, de conciliation ou de médiation ;
- 2° Mesures d'interdiction ou de suspension qui n'ont pas été prononcées à titre de sanction ;

- Les **dispositions** du présent article **ne font pas obstacle à l'exercice, par le juge ou l'autorité compétente, de ses compétences pour modifier ces mesures ou y mettre fin, ou, lorsque les intérêts dont il a la charge le justifient, pour prescrire leur application ou en ordonner de nouvelles en fixant un délai qu'il détermine.**

Instruction

Article 4

- Par dérogation à l'avant-dernier alinéa de l'article 81 du code de procédure pénale, les **demandes** prévues (**demande au juge d'instruction pour un examen médical, un examen psychologique ou ordonner toutes mesures utiles**) peuvent toujours être adressées par **lettre recommandée avec demande d'avis de réception**. Elles peuvent également être adressées par **courriel** à l'adresse électronique communiquée à cette fin par la juridiction de première instance ou d'appel.

Article 7

- Devant la **chambre de l'instruction**, et par dérogation à l'article 199 du code de procédure pénale, dans le cas où **l'audience est publique** et où **l'arrêt est rendu en séance publique**, les dispositions des alinéas précédents sont applicables (publicité restreinte ou huis clos).

Article 12

- Par dérogation aux dispositions de l'article 50 du code de procédure pénale, **si le ou les juges d'instruction sont absents, malades ou autrement empêchés, le président du tribunal judiciaire ou, en cas d'empêchement, le magistrat qui le remplace désigne le ou les magistrats du siège pour exercer les fonctions de juge d'instruction**. Il peut établir, à cette fin, un tableau de roulement. Les désignations prévues au présent article sont des mesures d'administration judiciaire.

Article 5

- Par dérogation à l'article 706-71 du code de procédure pénale, il **peut être recouru à un moyen de télécommunication audiovisuelle devant l'ensemble des juridictions pénales, autres que les juridictions criminelles, sans qu'il soit nécessaire de recueillir l'accord des parties.**
- En cas d'impossibilité technique ou matérielle de recourir à un tel moyen, le juge peut décider d'utiliser tout autre moyen de communication électronique, y compris **téléphonique**, permettant de s'assurer de la qualité de la transmission, de l'identité des personnes et de garantir la confidentialité des échanges entre les parties et leurs avocats.

Article 7

- Par dérogation aux règles de publicité définies par les articles 306 et 400 du code de procédure pénale, le **président de la juridiction peut décider, avant l'ouverture de l'audience, que les débats se dérouleront en publicité restreinte**, ou, en cas d'impossibilité de garantir les conditions nécessaires à la protection de la santé des personnes présentes à l'audience, à **huis clos**.
- Dans les conditions déterminées par le président, des **journalistes peuvent assister à l'audience, y compris lorsque le huis clos a été ordonné** en application des dispositions du présent article.
- Dans les mêmes conditions, le président peut également ordonner que les **jugements seront rendus selon les mêmes modalités**. Dans ce cas, le **dispositif de la décision est affiché sans délai dans un lieu de la juridiction accessible au public**.
- Lorsque le **juge des libertés et de la détention doit statuer en audience publique en matière de détention provisoire**, en cas d'impossibilité de garantir les conditions nécessaires à la protection de la santé des personnes présentes, ce magistrat **peut décider que l'audience se tiendra en chambre du conseil**. Dans ce cas, et dans les conditions qu'il détermine, des **journalistes peuvent assister à cette audience**.

Article 9 (qu'en application d'un décret constatant la persistance d'une crise sanitaire de nature à compromettre le fonctionnement des juridictions)

- Par dérogation aux dispositions de l'article 191 du code de procédure pénale, **la chambre de l'instruction peut statuer, en matière correctionnelle, en n'étant composée que de son seul président, ou d'un magistrat désigné pour le remplacer**, sur **décision du premier président de la cour d'appel** constatant que **la réunion de la formation collégiale de la juridiction n'est pas possible**.
 - Par dérogation aux dispositions de l'article 398 du code de procédure pénale, **le tribunal correctionnel peut statuer, quelle que soit la nature du délit dont il est saisi et quel que soit le mode de sa saisine, en n'étant composé que de son seul président, ou du magistrat désigné pour le remplacer**.
 - Par dérogation aux dispositions de l'article 510 du code de procédure pénale, **la chambre des appels correctionnels et la chambre spéciale des mineurs peuvent statuer, dans tous les cas, en n'étant composée que de leur seul président, ou d'un magistrat désigné pour le remplacer**.
- => Pour les 3 : **sur décision du premier président de la cour d'appel** constatant que **la réunion de la formation collégiale de la juridiction n'est pas possible**, sans préjudice de la possibilité pour le président de renvoyer l'affaire à une formation collégiale si ce renvoi lui paraît justifié en raison de la complexité ou de la gravité des faits.

Article 10 (qu'en application d'un décret constatant la persistance d'une crise sanitaire de nature à compromettre le fonctionnement des juridictions)

- En matière correctionnelle, par dérogation aux dispositions du premier alinéa de l'article L. 251-3 du code de l'organisation judiciaire, **le tribunal pour enfants peut statuer en n'étant composé que de son seul président, ou d'un juge des enfants, et à défaut d'un magistrat désigné pour le remplacer.**

=> Sur décision du **président du tribunal judiciaire** constatant que la réunion de la **formation collégiale de la juridiction n'est pas possible**, sans préjudice de la possibilité pour le président de renvoyer l'affaire à une formation collégiale si ce renvoi lui paraît justifié en raison de la complexité ou de la gravité des faits.

Application et exécutions des peines

Article 11 (qu'en application d'un décret constatant la persistance d'une crise sanitaire de nature à compromettre le fonctionnement des juridictions)

- Par dérogation aux dispositions des articles 712-1, 712-3 et 712-13 du code de procédure pénale, **le tribunal de l'application des peines et la chambre de l'application des peines de la cour d'appel peuvent, sur décision du président du tribunal judiciaire ou du premier président de la cour d'appel constatant que la réunion de la formation collégiale de la juridiction n'est pas possible, être composés de leur seul président, ou du magistrat désigné pour le remplacer**, sans préjudice de la possibilité pour le président de renvoyer l'affaire à une formation collégiale si ce renvoi lui paraît justifié en raison de la complexité ou de la gravité des faits.

- Dans tous les cas, par dérogation aux dispositions du deuxième alinéa de l'article 712-13 du code de procédure pénale, **la chambre de l'application des peines de la cour d'appel peut statuer sans être composée du responsable d'une association de réinsertion des condamnés et du responsable d'une association d'aide aux victimes.**

Article 21

- Par dérogation aux dispositions du dernier alinéa de l'article 714 du code de procédure pénale, **les personnes mises en examen, prévenues et accusées peuvent être affectées dans un établissement pour peines.**

Article 22

- Par dérogation aux dispositions du dernier alinéa de l'article 717 du code de procédure pénale, **les condamnés peuvent être incarcérés en maison d'arrêt, quel que soit le quantum de peine à subir.**

Article 23

- Les **personnes condamnées et les personnes mises en examen, prévenues et accusées placées en détention provisoire peuvent, sans l'accord ou l'avis préalable des autorités judiciaires compétentes, être incarcérées ou transférées dans un établissement pénitentiaire à des fins de lutte contre l'épidémie de covid-19.**

- Il en est rendu compte immédiatement aux autorités judiciaires compétentes qui peuvent **modifier les transferts décidés ou y mettre fin.**

Article 24

- Les **décisions du juge de l'application des peines ou du tribunal de l'application des peines** prévues par les articles 712-6 et 712-7 du code de procédure pénale **interviennent au vu des réquisitions écrites du procureur de la République et des observations écrites de la personne et de son avocat lorsque le recours à l'utilisation du moyen de télécommunication audiovisuelle prévu par l'article 706-71 de ce code n'est matériellement pas possible.**
- S'il en fait la demande, **l'avocat de la personne peut toutefois présenter des observations orales devant la juridiction, le cas échéant par un moyen de télécommunication audiovisuelle garantissant la confidentialité des échanges.**
- Le **délai de deux mois** prévu par l'article 712-14 du code de procédure pénale **est porté à quatre mois.**

Article 25

- Par dérogation aux dispositions de l'article 712-5 du code de procédure pénale, **les réductions de peine, les autorisations de sorties sous escortes et les permissions de sortir peuvent être ordonnées sans que soit consultée la commission de l'application des peines, lorsque le procureur de la République émet un avis favorable sur la mesure.**
- **A défaut, le juge de l'application des peines statue, après avoir recueilli les avis écrits des membres de la commission d'application des peines, par tout moyen.**
- Par dérogation à l'article 720 du code de procédure pénale, **le juge de l'application des peines ne peut octroyer une libération sous contrainte, sans avis préalable de la commission d'application des peines en cas d'avis favorable du procureur de la République, que si le condamné dispose d'un hébergement et que s'il peut être placé sous le régime de la libération conditionnelle.**
- **A défaut d'avis favorable du procureur, le juge peut statuer au vu des avis écrits des membres de la commission d'application des peines recueillis par tout moyen.**
- **Les condamnés ayant fait connaître leur refus d'une libération sous contrainte ou pour lesquels une requête en aménagement de peine est pendante devant la juridiction de l'application des peines ne sont pas exclus des dispositions de l'alinéa précédent.**

Article 26

- Par dérogation aux dispositions de l'article 720-1 du code de procédure pénale **si la personne détenue dispose d'un hébergement, le juge de l'application des peines peut, après avis du procureur de la République, suspendre la peine sans débat contradictoire** tel que prévu à l'article 712-6 du même code.
- Par dérogation aux dispositions de l'article 720-1-1 du même code, **le juge de l'application des peines peut, au vu d'un certificat médical établi par le médecin responsable de la structure sanitaire dans laquelle est prise en charge la personne détenue ou son remplaçant, après avis du procureur de la République, suspendre la peine pour la durée d'hospitalisation du condamné, sans débat contradictoire** tel que prévu à l'article 712-6 du même code.
- Pour l'application de l'alinéa précédent, **avec l'accord du procureur de la République, cette suspension peut être ordonnée sans l'expertise** prévue par l'article 712-21 du même code.

Article 27

- Une réduction supplémentaire de la peine d'un quantum maximum de deux mois, liée aux circonstances exceptionnelles, est accordée par le juge de l'application des peines aux condamnés écroués en exécution d'une ou plusieurs peines privatives de liberté à temps pendant la durée de l'état d'urgence sanitaire.
- Ces réductions de peine peuvent être ordonnées sans que soit consultée la commission de l'application des peines en cas d'avis favorable du procureur de la République.
- A défaut d'un tel avis, le juge peut statuer au vu de l'avis écrit des membres de la commission, recueilli par tout moyen.
- La réduction de peine prévue au premier alinéa peut être accordée aux condamnés ayant été sous écrou pendant la durée de l'état d'urgence sanitaire, même si leur situation est examinée après l'expiration de cette période.
- Le cas échéant, la décision de réduction de peine est prise après avis de la commission de l'application des peines.
- Sont exclues du bénéfice du présent article :
 - 1° Les personnes condamnées et écrouées pour des crimes, des faits de terrorisme ou pour des infractions relevant de l'article 132-80 du code pénal ;
 - 2° Les personnes détenues ayant initié une action collective, précédée ou accompagnée de violences envers les personnes ou de nature à compromettre la sécurité des établissements au sens de l'article R. 57-7-1 du code de procédure pénale, ou y ayant participé ;
 - 3° Les personnes détenues ayant eu un comportement de mise en danger des autres personnes détenues ou du personnel pénitentiaire, au regard des règles imposées par le contexte sanitaire liée à l'épidémie de covid-19.

Article 28

- Sur décision du procureur de la République statuant sur proposition du directeur du service pénitentiaire d'insertion et de probation, toute personne détenue condamnée à une peine d'emprisonnement d'une durée inférieure ou égale à cinq ans, à laquelle il reste à subir un emprisonnement d'une durée égale ou inférieure à deux mois, exécute le reliquat de sa peine en étant assignée à son domicile, avec l'interdiction d'en sortir, sous réserve des déplacements justifiés par des besoins familiaux, professionnels ou de santé impérieux, conformément à l'interdiction édictée en application du 2° de l'article L. 3131-23 du code de la santé publique dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire déclaré dans les conditions de l'article 4 de la loi du 23 mars 2020 en raison du risque de propagation du covid-19, sauf en cas d'impossibilité matérielle résultant de l'absence d'hébergement.
- Le condamné peut également être soumis à tout ou partie des obligations et interdictions prévues par les 7° à 14° de l'article 132-45 du code pénal.
- Cette mesure entraîne la levée d'écrou.
- Sont exclus du bénéfice de la mesure les condamnés incarcérés pour l'exécution d'une ou de plusieurs peines dont l'une au moins a été prononcée pour une infraction qualifiée de crime, une infraction prévue par les articles 421-1 à 421-6 du code pénal (terrorisme), une infraction prévue au titre II du livre II du code pénal lorsqu'elle a été commise sur la personne d'un mineur de moins de quinze ans, ou une infraction commise avec la circonstance aggravante définie par l'article 132-80 du code pénal (si l'infraction est commise par le conjoint, le concubin ou le partenaire lié à la victime par un pacte civil de solidarité, y compris lorsqu'ils ne cohabitent pas).
- Sont également exclues les personnes détenues ayant initié ou participé à une action collective, précédée ou accompagnée de violences envers les personnes ou de nature à compromettre la

sécurité des établissements au sens de l'article R. 57-7-1 du code de procédure pénale, ou **ayant eu un comportement de mise en danger des autres personnes détenues ou du personnel pénitentiaire**, au regard des règles imposées par le contexte sanitaire lié à l'épidémie de covid-19.

- **Si, pendant la durée de son assignation à résidence, le condamné commet la contravention** prévue par le troisième alinéa de l'article L. 3136-1 du code de la santé publique, ou **ne respecte pas les autres obligations qui ont pu lui être été imposées** en application de l'alinéa premier, **le juge de l'application des peines peut**, selon les modalités prévues à l'article 712-6 du code de procédure pénale, **ordonner le retrait de cette mesure et sa réincarcération pour la durée de la peine qu'il lui restait à exécuter au moment de la décision d'assignation**. Les articles 709-1-1, 712-17 et 712-19 du même code sont applicables.

- Si la **personne est condamnée** pour le délit prévu par le quatrième alinéa de l'article L. 3136-1 du code de la santé publique (**3 violations du confinement**) commis pendant cette durée, ou si elle est **condamnée à une peine privative de liberté pour un crime ou un délit commis pendant cette durée**, la **juridiction de jugement peut ordonner le retrait de la mesure et la mise à exécution de l'emprisonnement correspondant**, qui n'est pas confondu avec celui résultant de la nouvelle condamnation.

- Avant sa libération, le **condamné est informé par le greffe de l'établissement pénitentiaire des dispositions** des deux alinéas précédents.

Article 29

- Les dispositions de l'article 747-1 du code de procédure pénale sont **applicables aux condamnés à des peines privatives de liberté pour lesquels il reste à subir un emprisonnement d'une durée égale ou inférieure à six mois**.

Règles spécifiques à la GAV

Article 13

- Par dérogation aux dispositions des articles 63-4 et 63-4-2 du code de procédure pénale, **l'entretien avec un avocat de la personne gardée à vue ou placée en rétention douanière, ainsi que l'assistance de la personne par un avocat au cours de ses auditions, peut se dérouler par l'intermédiaire d'un moyen de communication électronique, y compris téléphonique**, dans des conditions garantissant la confidentialité des échanges.

Article 14

- Les **prolongations des gardes à vue des mineurs âgés de seize à dix-huit ans, ainsi que les prolongations des gardes à vue** prévues par l'article 706-88 du code de procédure pénale, **peuvent intervenir sans présentation de la personne devant le magistrat compétent**.

Règles spécifiques à la détention provisoire

Article 15

- Les dispositions du présent chapitre **sont applicables aux détentions provisoires en cours ou débutant de la date de publication de la présente ordonnance à la date de cessation de l'état d'urgence sanitaire déclaré** et, le cas échéant, prorogé sur le fondement des articles L. 3131-12 à L. 3131-14 du code de la santé publique pour faire face à l'épidémie de covid-19.
- Les **prolongations de détention provisoire qui découlent de ces dispositions continuent de s'appliquer après la date de cessation de l'état d'urgence sanitaire déclaré** et, le cas échéant, prorogé sur le fondement des articles L. 3131-12 à L. 3131-14 du code de la santé publique pour faire face à l'épidémie de covid-19

Article 16

- En **matière correctionnelle, les délais maximums de détention provisoire ou d'assignation à résidence sous surveillance électronique**, prévus par les dispositions du code de procédure pénale, qu'il s'agisse des détentions au cours de l'instruction ou des détentions pour l'audiencement devant les juridictions de jugement des affaires concernant des personnes renvoyées à l'issue de l'instruction, **sont prolongés plein droit de deux mois** lorsque la peine d'emprisonnement encourue est inférieure ou égale à cinq ans, **de trois mois dans les autres cas**, sans préjudice de la possibilité pour la juridiction compétente d'ordonner à tout moment, d'office, sur demande du ministère public ou sur demande de l'intéressé, la mainlevée de la mesure, le cas échéant avec assignation à résidence sous surveillance électronique ou sous contrôle judiciaire lorsqu'il est mis fin à une détention provisoire.
- Ce délai est porté à **six mois en matière criminelle** et, **en matière correctionnelle, pour l'audiencement des affaires devant la cour d'appel**.
- Les **prolongations** prévues à l'alinéa précédent sont **applicables aux mineurs âgés de plus de seize ans, en matière criminelle ou s'ils encourrent une peine d'au moins sept ans d'emprisonnement**.
- Les prolongations prévues par le présent article ne s'appliquent **qu'une seule fois au cours de chaque procédure**.

Article 17

- En cas de **comparution immédiate** :
 - 1° Le **délai de trois jours ouvrables** prévu par le troisième alinéa de l'article 396 du code de procédure pénale est **porté à six jours** ;
 - 2° Le **délai maximal de six semaines** prévu par le premier alinéa de l'article 397-1 du code de procédure pénale et le **délai maximal de quatre mois** prévu par le deuxième alinéa du même article sont **respectivement portés à dix semaines et à six mois** ;
 - 3° Le **délai de deux mois** prévu par le troisième alinéa de l'article 397-3 du code de procédure pénale et le **délai de quatre mois** prévu par le dernier alinéa du même article sont **respectivement portés à quatre et six mois** ;
 - 4° Le **délai de quatre mois** prévu au deuxième alinéa de l'article 397-4 du code de procédure pénale est **porté à six mois**.
- En cas de comparution à délai différé, le **délai de deux mois** prévu par le troisième alinéa de l'article 397-1-1 du code de procédure pénale est **porté à quatre mois**.

Article 18

- Les **délais impartis à la chambre de l'instruction ou à une juridiction de jugement** par les dispositions du code de procédure pénale **pour statuer sur une demande de mise en liberté sur l'appel d'une ordonnance de refus de mise en liberté, ou sur tout autre recours en matière de**

détention provisoire et d'assignation à résidence avec surveillance électronique ou de contrôle judiciaire, **sont augmentés d'un mois.**

- Il en est de même pour les délais impartis à la chambre de l'instruction pour statuer sur les appels formés contre les ordonnances de renvoi devant le tribunal correctionnel ou les ordonnances de mise en accusation, ou pour statuer en application de l'article 706-121 du même code.

- Les délais impartis au juge des libertés et de la détention pour statuer sur une demande de mise en liberté **sont portés à six jours ouvrés.**

Article 19

- Par dérogation aux dispositions des articles 145-1 et 145-2 du code de procédure pénale, les **décisions du juge des libertés et de la détention statuant sur la prolongation de la détention provisoire interviennent au vu des réquisitions écrites du procureur de la République et des observations écrites de la personne et de son avocat, lorsque le recours à l'utilisation du moyen de télécommunication audiovisuelle prévu par l'article 706-71 de ce code n'est matériellement pas possible.**

- S'il en fait la demande, l'avocat de la personne peut toutefois présenter des observations orales devant le juge des libertés et de la détention, le cas échéant par un moyen de télécommunication audiovisuelle.

Article 20

- Le **délai de jugement de trois mois imparti à la Cour de cassation** par le premier alinéa des articles 567-2 et 574-1 du code de procédure pénale **est porté à six mois** et le **délai de dépôt des mémoires d'un mois** prévu par ces articles **est porté à deux mois.**

- Le **délai de quarante jours pour statuer imparti à la Cour de cassation** par le premier alinéa de l'article 574-2 du code de procédure pénale **est porté à trois mois à compter de la réception du dossier à la Cour de cassation** et le **délai de dépôt de mémoire de cinq jours** prévu par le deuxième alinéa de cet article **est porté à un mois.**

Délais et voies de recours

- Délais

Article 4

- Les **délais fixés** par les dispositions du code de procédure pénale pour l'exercice d'une voie de recours **sont doublés sans pouvoir être inférieurs à dix jours.** SAUF sur le délai de quatre heures mentionné à l'article 148-1-1 du même code.

- Voies

Article 4

- Tous les **recours et demandes** peuvent être faits par **lettre recommandée avec accusé de réception.** Il en est de même pour le **dépôt des mémoires ou de conclusions.**

- Par dérogation aux articles 502 et 576 du code de procédure pénale, l'**appel et le pourvoi en cassation peuvent être formés par lettre recommandée avec accusé de réception.** Ils peuvent également être formés par **courriel** à l'adresse électronique communiquée à cette fin par la juridiction de première instance ou d'appel

- Les **courriels adressés font l'objet d'un accusé de réception électronique par la juridiction**. Ils sont considérés comme reçus par la juridiction à la date d'envoi de cet accusé, et cette date fait, s'il y a lieu, courir les délais prévus par les dispositions du code de procédure pénale, modifiés le cas échéant par la présente ordonnance.

Délais de prescription

Article 3

- Les **délais de prescription de l'action publique et de prescription de la peine sont suspendus** jusqu'au terme prévu à l'article 2 (soit le **25 juin 2020, minuit**)

Compétence

Article 6

- Lorsqu'une **juridiction pénale du premier degré est dans l'incapacité totale ou partielle de fonctionner, le premier président de la cour d'appel désigne par ordonnance**, après avis du procureur général près cette cour, des chefs de juridiction et des directeurs de greffe des juridictions concernées, **une autre juridiction de même nature et du ressort de la même cour pour connaître de tout ou partie de l'activité relevant de la compétence de la juridiction empêchée**.

- L'ordonnance **détermine les activités** faisant l'objet du transfert de compétence et la **date** à laquelle le **transfert** de compétences intervient.

- Elle est **prise pour une durée ne pouvant excéder un mois après la cessation de l'état d'urgence sanitaire** (soit le 25 juin 2020, minuit).

- Elle fait l'objet d'une **publication** dans **deux journaux** diffusés dans le ressort de la cour et de toute autre mesure de publicité dans tout lieu jugé utile.

- La juridiction désignée est **compétente pour les affaires en cours à la date d'entrée en vigueur de l'ordonnance de désignation**.

Règles spécifiques aux mineurs

Article 30

- Lorsque le **délai prévu des mesures de placements** ordonnés en application de l'ordonnance n° 45-174 du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante **arrive à échéance, le juge des enfants peut, au vu du rapport du service éducatif, d'office et sans audition des parties, proroger ce délai pour une durée qui ne peut excéder quatre mois**.

- Les **parents, le mineur et le procureur de la République sont informés de cette prorogation**.

- Le **juge peut, dans les mêmes conditions, proroger le délai d'exécution des autres mesures éducatives ordonnées** en application de l'ordonnance n° 45-174 du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante, **pour une durée qui ne peut excéder sept mois**.